

Les jeunes réclament une éducation à la sexualité de qualité !

Depuis sa création, le Planning familial a placé le droit à l'éducation à la sexualité au cœur de ses combats. Aujourd'hui, face à une loi qui n'est toujours pas appliquée, les Jeunes Militant.e.s du Planning Familial se mobilisent et lancent une campagne pour défendre ce droit fondamental, indispensable pour la réduction des risques, l'apprentissage du consentement et du respect, l'autonomisation et l'émancipation de tou.te.s.

« On nous parle que des risques [...]. Pour le reste, t'apprends surtout de tes erreurs et des erreurs des autres », Thomas, 18 ans.

Première.e.s concerné.e.s, les jeunes se mobilisent et prennent la parole.

Voulons-nous vraiment laisser les jeunes apprendre de leurs erreurs plutôt que de les informer pour faire des choix éclairés ?

Selon la loi, ils et elles devraient bénéficier de 3 séances d'éducation à la sexualité par an. Pourtant, on en est loin : nombreux.ses sont les élèves qui n'ont eu qu'une ou deux séances au cours de leur scolarité, 13% n'en n'ont pas eu du tout (IFOP, 2016). Face à l'inaction des pouvoirs publics et à beaucoup de désinformation, les Jeunes Militant.e.s du Planning familial (JM), un groupe de militant.e.s de moins de 30 ans, ont décidé de se mobiliser et de revendiquer leurs droits en lançant la nouvelle campagne #MonEduSex. La société actuelle évolue, les représentations sur la sexualité sont en mouvement, les moyens de communication et les réseaux sociaux transforment le rapport à l'information. Il est donc essentiel d'accompagner les des jeunes pour que ces transformations amènent à une société égalitaire et respectueuse plutôt que de véhiculer les mêmes injonctions sexistes et stéréotypées.

En mettant en valeur et en visibilisant la parole de nombreux.ses jeunes qui témoignent et les soutiennent, les JM réclament une éducation à la sexualité pour tous et toutes, avec une approche émancipatrice qui intègre les notions d'égalité, de consentement, la diversité des orientations sexuelles et des identités de genre, ou encore une meilleure connaissance du corps féminin. Une pétition a été créée pour sensibiliser les jeunes à leurs droits et demander une formation obligatoire du corps éducatif ainsi qu'une réelle application de la loi : chng.it/57F5P4MyJC

Nous avons des droits, nous voulons des actes !

Le caractère essentiel de l'éducation à la sexualité dans la lutte contre les violences, les discriminations et la réduction des infections sexuellement transmissibles (IST) est rappelé par de nombreuses institutions internationales (OMS – UNESCO – ONU) et nationales (Haut Conseil de la Santé publique, Conseil National du Sida). En 2016, le Haut Conseil à l'Égalité et Le Défenseur des droits alertaient quant à la non-application de la loi, dont les conséquences se faisaient sentir : seul.e.s 16 % des 15-25 ans

1/2



considéraient être très bien informé.e.s sur le sida. Aujourd'hui, les IST sont en hausse chez les jeunes. Une nouvelle rentrée arrive et dans les faits rien ne change. Nous demandons des actions politiques concrètes pour faire évoluer cette situation.

Chaque année, le Planning familial rencontre plus de 119 000 mineur.e.s lors des séances d'éducation à la vie affective et sexuelle, pour répondre à leurs interrogations. Mais il doit faire face à de nombreuses difficultés : le manque de formation du personnel de l'éducation, la véhémence des mouvements anti-choix, les baisses de financement, sont autant de freins qui privent les jeunes de ces espaces d'expression non-jugeants, indispensables à leur bien-être.

Les jeunes demandent des moyens pour s'épanouir et construire une société libre, ensemble suivons le mouvement !

#MonEducSex

Contacts Presse :

Caroline Rebhi, Coprésidente du Planning familial : caroline.rebhi@planning-familial.org

06 59 87 03 20

Margaux Herbin, Chargée de mission Jeunesse, margaux.herbin@planning-familial.org

01 48 07 86 87